

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 19 décembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Pages

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [suite]....	347
Projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.195) [suite].....	352
Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [suite]....	353

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [suite]

[Point 11*]

1. Le PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu du Président de l'Assemblée générale une lettre (A/C.2/178) l'informant que, sur la recommandation du Bureau, l'Assemblée générale, à sa 406ème séance plénière, a décidé de renvoyer à la Première Commission le point 16, b, de l'ordre du jour, intitulé: "Rapports de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée" dont l'examen avait d'abord été confié à la Deuxième Commission.

2. Il invite la Commission à poursuivre le débat sur le chapitre II du rapport du Conseil économique et social.

3. M. VOGEL (Bolivie) se bornera à présenter quelques brèves observations sur l'économie de la Bolivie, du point de vue du chômage et de la stabilité économique.

4. En tant que pays minier, la Bolivie ne peut être comparée aux pays insuffisamment développés dont l'économie repose entièrement sur l'agriculture; l'économie nationale de la Bolivie est fondée exclusivement sur l'industrie extractive et les difficultés qu'elle peut connaître sont, par conséquent, étroitement liées aux mouvements des prix des produits des mines boliviennes sur le marché international. Le Groupe d'études international de l'étain a publié en 1950 un mémoire exposant les effets de la baisse du prix de l'étain sur la production et l'emploi. Ce mémoire n'est toutefois pas complet. Si l'on poursuit l'étude du problème, on arrive aux conclusions suivantes: toute baisse du prix de l'étain provoque une baisse de la production et, par conséquent, du niveau de l'emploi et affecte, par là, l'ensemble de l'économie nationale.

5. Toute diminution de la production entraîne une réduction des recettes en devises et ajoute aux difficultés que le pays éprouve à se procurer les quantités

nécessaires de biens de consommation essentiels, car la Bolivie doit importer la plus grande partie des denrées alimentaires dont elle a besoin. Toute baisse du prix de l'étain a aussi pour effet de réduire la production nationale d'articles manufacturés, étant donné que les industries manufacturières dépendent surtout des importations de matières premières. Par suite, les échanges commerciaux et l'activité industrielle marquent un recul, la consommation diminue et les prix des produits agricoles subissent un mouvement de baisse. De plus, la diminution consécutive des recettes fiscales de l'Etat entraîne inévitablement une réduction des services publics et limite la possibilité d'entreprendre des travaux publics. Les caractéristiques du chômage ainsi provoqué diffèrent de celles du chômage qui affecte les pays industrialisés, car celui-ci peut être résorbé par les exploitations agricoles; cependant, il a généralement pour effet d'ajouter à la misère.

6. D'après une étude de M. Pollner, la population rurale de la Bolivie est évaluée au total à plus de 2 millions de personnes dont la moitié environ sont employées dans des exploitations agricoles. La législation du travail ne s'appliquait pas jusqu'ici à ces travailleurs. En réponse au questionnaire relatif aux causes de chômage que le Secrétaire général avait adressé aux gouvernements en 1949, le Gouvernement bolivien, qui servait alors les intérêts des entreprises minières, avait déclaré qu'il ne possédait pas de statistiques du chômage. Il avait toutefois indiqué qu'il avait pris certaines mesures, telles que la création de nouvelles industries, en vue de résorber le chômage provoqué par la baisse du prix de l'étain. Il avait indiqué en outre qu'il avait appliqué une nouvelle législation sociale, qui protégeait les travailleurs, et une loi qui interdisait la fermeture des mines. Peu de temps après, les mineurs s'étaient mis en grève et le gouvernement avait décrété une augmentation des salaires que les propriétaires des mines Patiño avaient refusé d'appliquer. Les dirigeants des syndicats miniers avaient été chassés et les travailleurs boliviens continuaient de travailler dans des conditions très défavorables.

7. Sur les 200.000 travailleurs industriels que compte la Bolivie, environ 45.000 sont employés dans les indus-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

tries extractives; les grandes et moyennes exploitations minières en employaient 33.239 en 1948, 33.002 en 1949 et 30.591 en 1950. Ces travailleurs ont gagné 21.226, 24.517 et 29.343 boliviens en 1948, 1949 et 1950 respectivement. Si l'on prend l'année 1948 pour base, il apparaît que l'indice du coût de la vie est passé de 100 en 1948 à 110 en 1949 et à 149 en 1950. Le salaire moyen annuel, en valeur réelle, a sensiblement diminué et n'était que de 19.700 boliviens en 1950; les salaires dans les industries extractives sont supérieurs à la moyenne, mais ils ont également baissé dans les mêmes proportions.

8. M. Vogel évoque alors les conclusions du groupe d'experts qui ont étudié le problème du plein emploi dans leur rapport intitulé *Mesures d'ordre national et international en vue du plein emploi* (E/1584), en mentionnant les trois genres de chômage. D'une façon générale, la Bolivie appartient à la catégorie des pays où le chômage est déterminé par des facteurs inhérents à la structure de l'économie, mais, en Bolivie, le chômage est également le résultat de la politique d'entreprises industrielles dominantes qui ont empêché le pays de mettre ses richesses en valeur comme il aurait pu le faire. Les capitaux sont sortis du pays et aucune tentative n'a été faite pour diversifier l'économie. La Bolivie reste presque entièrement tributaire de ses industries extractives et elle est profondément affectée par toutes les fluctuations qui atteignent ces industries. La production agricole, par habitant, est extrêmement faible. Si la Bolivie avait eu des capitaux à sa disposition, une partie de l'excédent de la population agricole aurait pu être absorbée par l'industrie et l'on aurait pu mettre en application des méthodes de culture modernes qui auraient permis d'accroître la production agricole et même d'approvisionner ceux qui sont partis travailler dans les industries manufacturières.

9. La Bolivie a toujours été une nation possédant une législation sociale progressive et elle continue d'être considérée comme telle. Malheureusement, la plupart de ses lois sociales n'ont pas été appliquées.

10. M. Vogel souligne l'importance que présente le projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162/Rev.2) adopté par la Commission quelques jours auparavant, et il exprime l'espoir que les études auxquelles le Comité d'experts devra s'employer aideront des pays comme le sien à obtenir des prix équitables pour leurs produits, afin que leur économie puisse se développer normalement. Le peuple bolivien est uni dans son désir d'indépendance économique et il a supprimé l'un des principaux obstacles qui s'opposaient à son développement; il pourra maintenant aller de l'avant et participer librement au développement de l'économie du pays.

11. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la Deuxième Commission devrait tenir compte des changements intervenus dans la situation économique mondiale.

12. Dans l'Union soviétique, dans la République populaire de Chine et dans les démocraties populaires de l'Europe, le développement économique constructif, tendant à promouvoir le bien-être de la population, s'est intensifié; au contraire, le but visé par les pays capitalistes a été de garantir aux détenteurs de capitaux des profits maximums, en exploitant le peuple, en le réduisant à l'esclavage et en appauvrissant d'autres pays, notamment les pays insuffisamment développés.

13. Aujourd'hui, le trait dominant de l'économie capitaliste est la militarisation, qui entraîne un recul de la production de biens de consommation. La militarisation de l'économie capitaliste a eu aussi pour conséquence la rupture des relations commerciales entre l'Ouest et l'Est et une aggravation des conditions de vie des populations autochtones. Les effets de la militarisation sont évidents dans les pays du bloc atlantique, notamment aux Etats-Unis, où les difficultés économiques se sont rapidement accrues. Le retour à la production de guerre s'est traduit par une prospérité temporaire des industries de guerre, qui ne sera que de courte durée. La militarisation a été encouragée par les monopoles industriels, car elle permet à ces entreprises de réaliser d'énormes bénéfices.

14. Les hommes politiques, les économistes et les hommes d'affaires des Etats-Unis ont cependant reconnu la possibilité d'une récession économique. M. Elliot Bell, dans un article publié par le *Business Week*, a déclaré que les dépenses militaires avaient presque atteint leur maximum et qu'il fallait s'attendre à une récession en 1953-54. Le Président de la Mutual Life Insurance Company a également prédit une crise prochaine et il a souligné les difficultés de vente des matières premières, ainsi qu'une baisse générale de la demande. Les monopoles des Etats-Unis maintiennent les prix à des niveaux élevés et écartent la concurrence étrangère au moyen de barrières douanières. La concurrence de l'Allemagne et du Japon augmente cependant et le marché mondial des pays capitalistes se rétrécit, cette tendance étant d'ailleurs accentuée par les restrictions apportées à la production de biens de consommation pour le secteur civil. La course aux armements n'est qu'un remède illusoire. Les contrats de fournitures militaires ne constituent pas une panacée, car ils ne font qu'encourager un développement unilatéral et dirigent la main-d'œuvre vers les industries improductives. Des pays comme le Royaume-Uni et la France ont épuisé leurs réserves d'or; leurs balances commerciales sont en déséquilibre et leurs marchés tombent aux mains des Etats-Unis.

15. M. Arkadyev cite un extrait du *U.S. News and World Report* pour montrer l'importance des préparatifs de guerre auxquels se livrent les pays du bloc atlantique, encouragés par les milieux d'affaires qui y trouvent leur intérêt. La politique de militarisation rendra presque impossibles des grèves nationales aux Etats-Unis et les crédits pour l'enseignement et pour l'exécution d'importants projets de construction de logements seront réduits. L'augmentation des dépenses militaires amènera une majoration croissante des impôts et réduira le pouvoir d'achat de la population. D'ailleurs, le coût de la vie aux Etats-Unis est actuellement environ trois fois plus élevé qu'en 1939.

16. En ce qui concerne le chapitre II du rapport du Conseil économique et social (E/2172), M. Arkadyev dit que les Nations Unies n'ont rien fait pour empêcher la course aux armements et pour favoriser un développement industriel pacifique. En raison de l'opposition menée par les Etats-Unis, le Conseil économique et social, à sa quatorzième session, a rejeté le projet de résolution relatif aux mesures propres à développer l'emploi et à lutter contre le chômage présenté par la délégation de l'URSS (E/L.388)¹.

¹ Voir les *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, points 4 et 5, f, de l'ordre du jour.

17. Les contrats de fournitures militaires aux Etats-Unis s'élèvent à 84 milliards de dollars. Environ 62 pour 100 de ces contrats sont passés avec 100 grands monopoles tels que General Motors, United Aircraft Company, Douglas Electric Company, Ford, etc. Le *Journal of Commerce* des Etats-Unis indique que les six plus grandes sociétés de constructions aéronautiques ont réalisé environ 2 milliards de dollars de bénéfices au cours du premier semestre de 1952. Les bénéfices réalisés par Dupont, Edison, Gulf Oil et d'autres compagnies qui produisent des matières stratégiques sont du même ordre. Grâce aux programmes de production de guerre, les monopoles des Etats-Unis ont réalisé, au cours des années d'après-guerre, environ 250 milliards de dollars de bénéfices.

18. On a prétendu que ces bénéfices n'étaient pas tellement élevés puisqu'une grande partie en est reversée sous forme d'impôts; en réalité, une fraction importante de ces bénéfices n'est pas soumise à l'impôt. D'ailleurs, le revenu imposable peut être considérablement réduit par des artifices de comptabilité. Le *Defence Production Act* fournit, au surplus, les moyens d'obtenir des exemptions d'impôt.

19. Par opposition à ces bénéfices considérables, le bien-être de la population a considérablement diminué. La production nationale brute des Etats-Unis est 3,75 fois plus élevée qu'en 1939 mais la valeur actuelle du dollar n'est plus que 43 pour 100 de ce qu'elle était avant la guerre. La situation actuelle de la population est donc plus mauvaise qu'avant la guerre et les effets de l'accroissement de la production sont annulés à la fois par l'inflation et par l'accroissement de la population. L'augmentation de la production ne contribue pas à l'élévation des niveaux de vie mais sert aux fins destructives de la guerre. Comme autre caractéristique de la situation économique des Etats-Unis, on peut citer le fardeau toujours plus lourd des impôts: alors qu'en 1945 le produit des impôts directs était, selon le *New York Times* du 22 janvier 1952, de 19 milliards 700 millions, il est en 1952 de 30 milliards de dollars et l'on prévoit qu'il sera en 1953 de 33 milliards de dollars. Les impôts sont la source principale du financement des industries d'armement. Comme l'ancien Président Hoover l'a déclaré le 27 janvier 1952, l'économie des Etats-Unis est écrasée sous les dépenses budgétaires; le peuple américain, malgré l'inflation et l'augmentation des impôts, n'a pas encore ressenti pleinement les effets des dépenses de l'Etat. M. Hoover a ajouté que les Etats-Unis avaient maintenant une économie de guerre, quoique les échos de la bataille ne parviennent pas encore aux oreilles du peuple américain.

20. La population américaine subit les conséquences de la fixation des prix par les monopoles et des tarifs élevés destinés à protéger le marché des Etats-Unis et à entraver le retour de la prospérité à l'étranger. Les milieux d'affaires et les économistes américains ont prédit qu'il serait impossible de réduire les prix en 1953. C'est le consommateur qui devra supporter le fardeau des prix élevés.

21. On aurait pu croire que la militarisation de l'économie des pays occidentaux se serait traduite par un développement des échanges et de l'activité économique en Europe occidentale; mais, selon le Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe, l'activité économique de la plupart des pays de l'Europe occiden-

tale, au cours du deuxième trimestre de 1952, a diminué de façon notable par rapport à la période correspondante de 1951. D'autres indices montrent que les échanges entre les pays de l'Europe occidentale diminuent: le Secrétariat de la CEE signale que les échanges entre dix-huit pays de l'Europe occidentale ont diminué de 12 pour 100 par rapport à 1951.

22. Le Secrétariat de la CEE a reconnu, au contraire, que la production industrielle et les échanges s'étaient développés de façon considérable dans l'Union soviétique et les démocraties populaires. Les Etats-Unis renforcent le contrôle économique et politique qu'ils exercent sur l'économie de l'Europe occidentale, ce qui se traduit par une réduction de la production des biens destinés à la population civile, par une inflation de plus en plus sensible et par des crises dans les industries textile et charbonnière. En avril 1952, le Premier ministre du Royaume-Uni, M. Churchill, a annoncé que son pays était au bord de la faillite. L'économie française vacille elle aussi, car elle repose sur la production de matériel de guerre et non sur un développement pacifique. Les pays économiquement faibles subissent les conséquences néfastes des préparatifs de guerre du groupe de l'OTAN. Les régions insuffisamment développées ne peuvent se procurer les biens d'équipement dont elles ont besoin et nombre d'entre elles sont devenues des fournisseurs de matériaux stratégiques, et des instruments de la politique des Etats-Unis.

23. Les Etats-Unis considèrent que le développement et l'indépendance économiques de l'Europe occidentale menacent leurs propres intérêts. Toute aggravation de la situation économique dans les principaux pays d'Europe occidentale leur fournit l'occasion d'apporter une aide supplémentaire, qui, une fois accordée, ajoute encore à la sujétion de ces pays à l'égard des Etats-Unis. Tout en se faisant passer pour le sauveur de l'Europe occidentale, le Gouvernement des Etats-Unis cherche en fait à dominer le monde et détruit le multilatéralisme traditionnel des relations commerciales.

24. Plus d'un tiers des crédits prévus au budget du Royaume-Uni, exactement 38,5 pour 100, sont destinés à des fins militaires. Ainsi s'explique l'augmentation des impôts: les recettes fiscales ont atteint 4.500 millions de livres en 1952 contre 890 millions en 1938-39. Le programme de militarisation du Gouvernement s'est traduit par un abaissement du niveau de vie dans le Royaume-Uni. Au deuxième trimestre de 1952, les réserves de devises fortes de ce pays avaient diminué de 1.280 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 1951. La situation désastreuse du Royaume-Uni résulte de la subordination de ce pays aux Etats-Unis et de la rupture de ses relations commerciales avec l'Europe orientale. En septembre 1952, James Gardner a déclaré devant le Congrès des syndicats réuni à Margate que les échanges entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale permettraient d'accroître la prospérité dans le monde et d'améliorer les conditions de travail. Le Congrès a également exprimé l'avis que les échanges avec la Chine et l'Europe orientale aideraient à améliorer la situation internationale, et il a lancé un appel aux gouvernements pour qu'ils entreprennent des efforts coordonnés en vue de développer les échanges et de supprimer les obstacles artificiels. L'ancien ministre du commerce, M. Harold Wilson, a déclaré que la politique économique du Royaume-Uni devait avoir pour principal objectif de permettre à ce

pays de se passer le plus tôt possible de toute aide étrangère, car autrement il lui serait impossible de pratiquer une politique étrangère indépendante.

25. Tandis que le Royaume-Uni et certains autres pays ont été appauvris par la guerre, les Etats-Unis se sont enrichis et se sont même emparés de certains marchés qui faisaient partie autrefois de la zone sterling. Selon M. Wilson, les Etats-Unis s'efforcent d'imposer le libre échange afin d'assurer les débouchés à leurs industries d'exportation, tout en maintenant leurs propres barrières douanières. M. Wilson a ajouté que les militaristes américains exigeaient le réarmement de leurs partenaires de l'OTAN, ce qui signifiait que l'économie du Royaume-Uni serait de plus en plus tributaire de l'aide militaire des Etats-Unis dont elle aurait à subir toutes les conséquences.

26. Les pressions exercées par les Etats-Unis ont obligé la France à mettre en train un vaste programme de dépenses militaires. En 1950, 21,7 pour 100 du budget total de la France étaient consacrés aux préparatifs militaires; en 1951, le montant de ces dépenses a dépassé de 55 pour 100 ce qu'il était en 1950, et, en 1952, il a encore augmenté de 53 pour 100 par rapport à 1951. Le fardeau des impôts n'a cessé de s'accroître. En 1951, les impôts directs étaient environ deux fois plus élevés qu'en 1949.

27. Pour répondre aux besoins de l'économie de guerre, la France a dû surcharger certains secteurs industriels, si bien qu'en 1951 la construction de machines-outils était de 15 pour 100 inférieure aux objectifs fixés par le programme et qu'il a fallu réduire de 40 pour 100 la production de tracteurs et de locomotives. En outre, la production de matériel roulant a dû être réduite, en raison de la concurrence étrangère. Au lieu de recevoir des commandes des Etats-Unis s'élevant à 625 millions de dollars pendant une période de trois ans, comme il avait été garanti à la Conférence de Lisbonne, les commandes passées en France n'ont atteint que 186 millions de dollars. Le 21 juillet 1952, le Gouvernement français a envoyé, à ce propos, un télégramme à Washington, mais il a néanmoins été contraint de redistribuer le mieux possible les commandes militaires. Selon le quotidien *Libération*, l'indice de la production de biens de consommation est tombé de 126 en juin 1951 à 110 en juin 1952 (1938 = 100). Les industries qui ont souffert le plus sont celles du cuir, du papier, des chaussures, du verre, des textiles, des produits chimiques et des produits pharmaceutiques. Au cours du second semestre de 1952, la France a pris des mesures pour mettre fin aux importations de textiles, afin de protéger son industrie. Selon le journal *Le Rassemblement*, la crise s'étendra bientôt à d'autres secteurs industriels. Déjà, les usines d'automobiles Renault ont dû réduire leur production. Le nombre des chômeurs est passé de 93.158 en octobre 1951 à 118.624 en octobre 1952. Le nombre des faillites augmente constamment. En 1951, les réserves monétaires du pays n'atteignaient plus que le tiers du niveau d'avant-guerre.

28. On a prétendu que les pays insuffisamment développés avaient accompli des progrès remarquables grâce à l'aide de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Export-Import Bank. Mais le rapport de l'Export-Import Bank donne de la situation un tableau bien différent de celui qu'ont brossé les représentants des Etats-Unis. Les motifs qui ont

inspiré l'Export-Import Bank ne sont pas aussi altruistes qu'on le pensait; les bénéfices qu'elle a accumulés au cours des cinq dernières années s'élèvent à 70 millions de dollars. Pendant la période allant de janvier à juin 1952, elle a réalisé des bénéfices nets de 24,6 millions de dollars. Les taux d'intérêt qu'elle pratique sont exorbitants: pour la plupart des prêts qu'elle consent, le taux d'intérêt est de 4 à 5 pour 100; elle n'accorde des taux moins élevés que pour les prêts de caractère stratégique. Sur la recommandation de la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis, 35 millions de dollars ont été prêtés à l'Union Sud-Africaine pour l'exploitation de l'uranium. L'Export-Import Bank ne cherche pas à aider les pays insuffisamment développés, mais à favoriser les desseins militaires des pays de l'OTAN.

29. Ainsi qu'il a été indiqué de façon détaillée au cours de la quatorzième session du Conseil économique et social, les crédits accordés par la Banque internationale sont eux aussi destinés à favoriser les desseins agressifs des Etats-Unis. Des prêts importants ont été accordés à la Belgique pour développer les mines d'uranium, de cuivre, de plomb, de cobalt et de wolfram au Congo belge. La moitié environ de l'étain produit au Congo est envoyée aux Etats-Unis. De même, la Rhodésie du Sud a obtenu des crédits importants de la Banque internationale pour développer sa production de cuivre.

30. Le Gouvernement des Etats-Unis a signalé que le niveau des bénéfices tirés des investissements dans les pays insuffisamment développés n'était pas plus élevé qu'aux Etats-Unis; mais cette assertion est démentie par les faits. La General Motors par exemple, a annoncé que ses investissements aux Etats-Unis lui rapportaient 19 pour 100, contre 94 pour 100 pour les investissements à l'étranger. Les bénéfices provenant des 69,4 millions de dollars investis à l'étranger s'élèvent à 55,8 millions de dollars et, en l'espace de deux années, le montant des bénéfices que cette société a réalisés à l'étranger est passé de 58,7 millions de dollars à 110,7 millions de dollars. Ayant agrandi leur empire économique et s'étant emparés de marchés qui appartenaient autrefois au Royaume-Uni, à la France et à l'Italie, les Etats-Unis occupent aujourd'hui une position privilégiée: les économistes américains eux-mêmes le reconnaissent. Le 21 octobre 1952, le *New York Herald Tribune* a préconisé la conquête des marchés que les autres pays avaient perdus au cours de la deuxième guerre mondiale.

31. En janvier 1952, les exportations des Etats-Unis ont accusé une augmentation de 610 millions de dollars par rapport à 1951, tandis que la valeur des importations de la période allant de janvier à juin 1952 a été inférieure de 613 millions de dollars au chiffre enregistré pendant la période correspondante de 1951. Ces mouvements confirment la récente déclaration de M. Santa Cruz, savoir, que l'aggravation du rapport des échanges des pays de l'Amérique latine se traduit par une dépendance accrue de ces pays à l'égard des Etats-Unis. En 1950, les exportations des Etats-Unis ont dépassé les importations de 1.319 millions de dollars, et en 1952 la différence sera de 5.100 millions de dollars. Au contraire, la situation commerciale des pays d'Europe occidentale s'aggrave constamment et le déficit des transactions en dollars, déjà sérieux, s'accroît. Logiquement, les pays de l'Europe occiden-

tale devraient avoir pour politique de développer leurs échanges avec d'autres pays, ce qui leur permettrait de connaître les bienfaits de l'indépendance. C'est une politique de cette nature qu'a préconisée le Ministre des finances du Royaume-Uni.

32. Aux Etats-Unis, on envisage de passer des commandes de fournitures à des firmes d'Europe occidentale, dans l'espoir d'apaiser le mécontentement croissant des industriels de cette région. Mais ce plan se heurtera sans aucun doute à l'hostilité des monopoles des Etats-Unis, qui n'ont aucun intérêt à accorder l'accès de leur marché aux marchandises européennes.

33. La Chambre de commerce internationale a proposé que les Etats-Unis favorisent l'expansion du commerce international, au lieu de fournir une assistance. Il a été également proposé que les Etats-Unis demandent l'abolition des contingents d'importation et du contrôle des changes. A cet égard, il est intéressant de noter que l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas ont déjà protesté contre la violation par les Etats-Unis de certains accords commerciaux. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'est également plaint que tout le terrain gagné sur les marchés américains par les produits du Royaume-Uni se trouve perdu en raison des mesures que prennent les industriels des Etats-Unis. L'Italie, la Belgique, le Pérou, l'Allemagne occidentale, le Japon et la Suisse ont déjà élevé des protestations similaires contre les barrières douanières des Etats-Unis. A la conférence du GATT réunie à Genève, cinq pays ont accusé les Etats-Unis de manquer aux obligations qu'ils ont assumées dans le domaine du commerce extérieur en imposant un système restrictif de contingentement des importations. La délégation des Etats-Unis a déclaré que le Gouvernement des Etats-Unis ne tient pas compte du fait que le commerce implique la réciprocité. Ces exemples illustrent la désorganisation et les contradictions dont souffre l'économie mondiale.

34. Au contraire, l'économie de l'Union soviétique, celle des démocraties populaires et celle de la République populaire de Chine se fondent sur la coordination, le respect mutuel et l'assistance. Entre 1948 et 1952, les échanges commerciaux entre ces pays ont triplé, tandis que, dans le monde capitaliste, le commerce devient de plus en plus difficile.

35. Autrefois, il y avait d'importants échanges entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale, mais ces échanges ont diminué sous l'effet de la pression exercée par les Etats-Unis, qui désirent conserver leurs débouchés européens. La France, la Belgique et l'Italie, qui devaient importer de l'Europe orientale des quantités importantes de denrées alimentaires, ont considérablement souffert de la politique suivie par les Etats-Unis.

36. Dans un certain nombre d'ouvrages publiés récemment aux Etats-Unis, il est dit qu'il faudrait exercer un contrôle plus strict en vue de restreindre le commerce entre l'Est et l'Ouest. Le représentant des Etats-Unis à la Commission économique pour l'Europe a déclaré à maintes reprises que les Etats-Unis sont favorables au commerce entre l'Est et l'Ouest, mais ses déclarations ont été démenties par le Gouvernement des Etats-Unis, qui a pris des mesures instituant un système de réglementation des importations qui entrave les échanges commerciaux. Les Etats-Unis ne cherchent en réalité qu'à mobiliser les forces productives de

l'Europe et à coordonner toute l'industrie lourde de l'Europe sous leur propre contrôle, afin de s'en servir contre l'Union soviétique. Tels sont les véritables objectifs du Plan Schuman.

37. Le Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a déclaré que la Banque était prête à collaborer à l'établissement de programmes de coordination économique en Europe occidentale, et il a précisé que la mise en œuvre de ces plans supposait la création d'une organisation supranationale.

38. L'infiltration du capital américain dans l'industrie lourde de l'Europe occidentale aboutit à l'asservissement de cette industrie aux Etats-Unis. Indépendamment de la politique qu'ils poursuivent en ce qui concerne le Plan Schuman, les Etats-Unis prennent d'autres mesures en vue de renforcer leur position en Europe occidentale, et les capitaux américains s'emparent peu à peu de l'industrie des Pays-Bas, de la France et du Royaume-Uni. Selon le Plan Schuman, le pouvoir sera concentré entre les mains des industriels les plus réactionnaires de l'Allemagne occidentale; les Etats-Unis protègent en effet un groupe d'anciens nazis, de monopoliseurs et de néo-fascistes dont l'activité sera le principal ressort d'une nouvelle guerre.

39. Lorsqu'elle examine ces questions, l'Organisation des Nations Unies ne doit pas oublier que les masses populaires, qui ne souhaitent rien que la paix, souffrent des conséquences de tous les programmes conçus par les Etats-Unis. En URSS, dans la République populaire de Chine et dans les Démocraties populaires, qui ont entrepris un programme de reconstruction pacifique, la situation économique au contraire s'améliore constamment.

40. Le développement économique de la République populaire de Chine a une signification historique de la plus haute importance. En l'espace de trois ans, la production agricole de ce pays a augmenté de 150 pour 100; la production de fer et d'acier est maintenant huit ou neuf fois ce qu'elle était auparavant; la production de charbon et d'énergie électrique a doublé; le rendement par ouvrier a augmenté de 88 pour 100 et de nouvelles sources d'épargne nationale ont été créées. L'indice de la production des industries de base, à l'exclusion du charbon, est le plus élevé qui ait jamais été enregistré. Le secteur nationalisé de l'économie joue un rôle capital; 70 à 80 pour 100 de l'industrie lourde et 40 pour 100 des industries légères appartiennent à l'Etat, et les entreprises d'Etat inscrivent à leur actif les deux tiers de la production industrielle globale. De nouvelles voies ferrées ont été construites au cours des trois dernières années, et à l'heure actuelle, 23.785 kilomètres de voies sont en service. L'indice du commerce intérieur atteint maintenant 170 contre 100 en 1950.

41. En outre, le gouvernement a institué un nouveau système fiscal qui va permettre de réduire les impôts auxquels sont assujettis les agriculteurs, en vue de favoriser le développement de l'agriculture. L'exercice budgétaire de 1952 a été marqué par un solde créditeur et le gouvernement a pu stabiliser l'économie du pays. D'importants crédits ont été consacrés à l'hygiène et à l'enseignement. En 1953, un nouveau plan quinquennal sera mis en train. Environ 100 écoles techniques ont été créées récemment et 150.000 nouveaux spécialistes et techniciens y seront formés.

42. La situation matérielle et le niveau culturel de la population se sont considérablement améliorés. En trois ans, les salaires moyens ont augmenté de 60 pour 100 et le revenu des agriculteurs a doublé ou même triplé. A la fin de 1951, on avait trouvé du travail pour plus de 2.200.000 chômeurs. De nouvelles ressources vont être mises en valeur et de nouveaux succès seront sans aucun doute enregistrés dans l'avenir.

43. Dans l'URSS, le principe fondamental est de satisfaire au maximum les besoins matériels et culturels toujours croissants de la population par l'augmentation constante de la production socialisée, grâce à l'application de techniques perfectionnées. Tous les secteurs de l'économie, ainsi que le bien-être de la population, marquent des progrès constants. Les relations amicales qui se sont établies entre l'URSS et d'autres nations démocratiques ont également contribué au développement de l'économie soviétique.

44. Pour donner une idée de la cadence à laquelle les progrès économiques s'accomplissent, il suffit d'indiquer que la production totale en 1951 s'est élevée à 1.266 pour 100 de ce qu'elle était en 1929. L'industrie lourde produit actuellement en neuf jours ce qu'elle produisait en un an avant la révolution et, depuis que les Autorités soviétiques sont au pouvoir, la production industrielle est trente-neuf fois plus élevée qu'auparavant.

45. De 1946 à 1951, le montant total des capitaux intérieurs investis dans l'économie nationale s'est élevé à 500 milliards de roubles, dont 320 milliards ont été investis dans l'industrie. Au cours de la même période, 7.000 entreprises d'Etat importantes ont été reconstruites ou créées. En 1952, l'URSS a produit 25 millions de tonnes de fonte en gueuses, 35 millions de tonnes d'acier, 27 millions de tonnes de laminés, 300 millions de tonnes de charbon, 47 millions de tonnes de pétrole et 117 milliards de kilowatt-heures d'énergie électrique. En 1952, la production de machines et d'équipement a triplé par rapport à 1940.

46. M. Arkadyev rappelle alors qu'il a déjà mis la Commission au courant du développement de la production agricole dans l'URSS (229^{ème} séance). En 1952, la récolte de céréales s'est élevée au total à 8 milliards de pouds environ. De vastes programmes de reboisement sont en train, et les programmes d'irrigation et d'installations hydro-électriques vont offrir d'immenses possibilités nouvelles.

47. Le revenu national est l'un des meilleurs indices de la prospérité d'un peuple. Dans l'URSS, les travailleurs reçoivent les trois quarts du revenu national, le reste étant consacré à l'accroissement de la production et aux autres besoins d'ordre général. Les prix des biens de consommation et des articles manufacturés ont diminué de 50 pour 100 depuis 1940. Tous les travailleurs ont droit à une pension, à des congés payés, à des soins médicaux gratuits, à des allocations familiales et à l'enseignement supérieur gratuit. Les dépenses publiques au titre de la santé publique sont passées de 11.200 millions de roubles en 1940 à 26.400 millions en 1951, et les dépenses au titre de l'enseignement de 22.500 millions de roubles en 1940 à 57.300 millions en 1951. Lorsque le Gouvernement soviétique a pris le pouvoir, il n'existait que 96 établissements d'enseignement supérieur fréquentés par 117.000 étudiants; il existe aujourd'hui 887 établissements de cet ordre qui dispensent l'enseignement à 1.400.000 étudiants. Le pays a main-

tenant à son service près de 5 millions et demi de spécialistes et de techniciens.

48. Le plan quinquennal de 1950-1955 prévoit de nouveaux progrès économiques. En 1955, la production industrielle devrait dépasser de 70 pour 100 ce qu'elle était en 1950, ce qui signifie qu'elle sera trois fois plus élevée qu'en 1940. La récolte de céréales doit augmenter de 40 à 50 pour 100 par rapport au niveau de 1950, et les autres récoltes, telles que la betterave à sucre et le coton, doivent augmenter dans des proportions analogues. La production des industries mécaniques et métallurgiques doit doubler, celle de l'industrie de l'énergie électrique doit également doubler et le débit des usines hydro-électriques doit tripler. On peut donc constater que l'Union soviétique accomplit des progrès importants vers les objectifs qu'elle s'est fixés dans son dernier plan quinquennal.

49. Le PRESIDENT prononce la clôture de la discussion générale sur le chapitre II du rapport du Conseil économique et social.

50. M. LEE (Chine), invoquant l'article 114 du règlement intérieur, se réserve le droit de répondre au représentant de l'URSS.

Projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.195) [suite]²

51. M. HALIQ (Arabie saoudite), Rapporteur, déclare que les membres de la Commission lui ont proposé d'apporter trois sortes de modifications au projet de rapport de la Commission sur le point 25 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale. On lui a demandé d'abord de modifier sur certains points la forme ou la rédaction du rapport, ce qu'il a fait. D'autre part, quelques représentants auraient voulu voir consigner dans le rapport certaines des observations faites au cours de la discussion générale. Par exemple, le représentant de l'Irak aurait voulu que le rapport mentionne ce qu'il a dit de la discrimination dont l'Administration de l'assistance technique se serait rendu coupable dans le choix de son personnel. M. Haliq estime que le rapport aurait été trop long s'il avait dû y faire place à toutes les questions soulevées au cours de la discussion générale; il n'a donc pas été en mesure de donner suite à ces propositions. Enfin, plusieurs représentants ont fait valoir que certaines des résolutions adoptées par la Commission devaient être révisées. M. Haliq estime qu'il appartient maintenant à l'Assemblée générale de faire le nécessaire, lorsqu'elle examinera le rapport de la Commission.

52. M. UMARI (Irak) précise qu'il a demandé que le rapport de la Commission fasse mention, non pas de la question d'une discrimination dans le choix du personnel de l'Administration de l'assistance technique, mais du problème de la définition des mots "pays insuffisamment développés". La délégation de l'Irak a signalé au cours de la 205^{ème} séance que l'assistance technique n'est pas accordée seulement aux pays insuffisamment développés, mais que des pays dont le développement est avancé en bénéficient aussi dans une large mesure. Au cours de la 209^{ème} séance, le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique a dit qu'on n'avait jamais donné de définition précise de l'expression "insuffisamment développé". La délégation iraquienne a démontré qu'il n'est pas nécessaire de

² Suite de la 243^{ème} séance.

formuler une définition précise; les représentants savent bien, d'une façon générale, quels sont les pays insuffisamment développés. Toutefois, si la question devait faire l'objet de nouveaux débats, la délégation de l'Irak se réserve de soumettre à l'Assemblée générale un projet de résolution tendant à demander au Conseil économique et social d'arrêter une définition des pays insuffisamment développés. Si M. Umari a tenu à préciser sa pensée sur ce point, c'est pour que personne ne puisse croire qu'il éprouve de l'animosité envers l'Administration de l'assistance technique.

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [suite]

[Point 11*]

53. M. WILEY (Etats-Unis d'Amérique) ne partage pas les vues de l'Union soviétique, mais il félicite le représentant de ce pays de la clarté de son exposé. Il est heureux d'apprendre que le peuple russe se trouve dans une situation si favorable, mais il ne comprend pas pourquoi le représentant de l'URSS s'est employé si longuement à critiquer les Etats-Unis et à faire croire que ce pays est en proie à un malaise économique grave.

54. M. Wiley ne comprend pas pourquoi un si grand nombre de pays du bloc soviétique éprouvent de la haine envers les Etats-Unis. A l'époque où ces pays étaient saignés à blanc, les Etats-Unis leur ont cédé, au titre du "prêt-bail", des navires et des fournitures d'une valeur globale de 12 milliards de dollars. Le peuple américain n'éprouve aucune haine envers le peuple russe. En fait, certains citoyens des Etats-Unis parmi les meilleurs sont originaires de Russie; il est vrai qu'ils ne désirent nullement retourner dans ce pays.

55. Par son discours, le représentant de l'URSS a cherché à susciter la crainte et, par ce moyen, à diviser et à conquérir. Mais les représentants sont habitués aux méthodes de l'Union soviétique et ils ne se laisseront pas abuser. Il convient cependant, pour éclairer l'opinion publique mondiale, que la délégation américaine réponde aux déclarations du représentant de l'URSS.

56. Ce serait une idée excellente que de désigner une commission impartiale des Nations Unies qui serait chargée de visiter l'Union soviétique pour voir quelle est la véritable situation dans le pays et rechercher s'il existe des camps de concentration et des cas de travail forcé, ou si la prospérité de l'Union soviétique repose sur la liberté individuelle.

57. Le représentant de l'URSS a annoncé que les Etats-Unis allaient connaître une récession; il a aussi accusé les Etats-Unis de vivre au détriment d'autres pays, mais il n'en reste pas moins que 97 pour 100 de la production américaine s'écoule sur le marché intérieur. Les Etats-Unis ne sont pas un vampire, ils ne dépouillent pas les autres peuples. Leur seul désir est d'aider le monde et le peuple russe à se dégager de l'esclavage sous toutes ses formes. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont fait don aux autres pays de 35 milliards de dollars pour contribuer à leur reconstruction tant morale et spirituelle que matérielle. En dépit de leur généreuse inspiration, les actes des Etats-Unis ont toujours été mal interprétés par l'Union soviétique. Et pourtant, le sort du monde dépend de la volonté de coopération de l'URSS.

58. Les représentants des pays soviétiques ont mentionné à maintes reprises la "course aux armements" que les Etats-Unis encourageraient "à des fins d'agression". Il est exact que les Etats-Unis ont décidé d'affecter à la défense une fraction importante de leur capacité de production: mais cette décision leur a été dictée par l'agression et les menaces d'agression en Corée, en Malaisie, en Yougoslavie, à Berlin, en Grèce et en d'autres endroits.

59. Depuis la fin des hostilités, l'Union soviétique a toujours, pratiquement, maintenu son économie sur un pied de guerre. Elle a continué de produire des armes en grande quantité; elle a maintenu sous les drapeaux des effectifs importants. Au milieu de l'année 1950, l'Union soviétique avait encore 4 millions et demi d'hommes sous les armes. Les Etats-Unis, au contraire, avaient ramené leurs forces militaires en service actif de 12 millions d'hommes en 1945 à 1 million et demi en juin 1950 et ils avaient réduit très fortement leurs dépenses militaires. De 1947 à 1950, l'Union soviétique a consacré à des fins militaires une fraction de son revenu national près de trois fois plus forte que celle que les Etats-Unis ont affectée aux mêmes fins. L'Union soviétique redoute-t-elle vraiment les Etats-Unis? Et qui donc a préparé une agression?

60. Fallait-il, en présence d'une agression et de menaces d'agression appuyées par l'énorme appareil militaire des Soviets, que les peuples libres du monde acceptent passivement de perdre leur liberté? Tant que l'Union soviétique n'aura pas accepté, en vue de limiter les armements, un accord international dont l'exécution puisse être assurée, les Etats-Unis peuvent-ils faire autre chose que se préoccuper de leur défense? Le peuple américain est décidé à conserver sa liberté et à aider les autres peuples à demeurer libres. C'est pour cela qu'il continuera à reconstruire ses moyens de défense. Les Etats-Unis ne désirent pas s'approprier un pouce du territoire de l'URSS ou de ses satellites. Ils ne désirent qu'une chose, c'est d'être laissés en paix et de voir cesser l'infiltration soviétique qui est notoire dans de nombreux pays.

61. La charge financière qu'imposent la lutte contre l'agression communiste en Corée et la remise en état des moyens de défense du monde libre est une lourde charge; cependant, les pays économiquement développés n'ont pas relâché l'effort qu'ils déploient pour aider les nations moins favorisées à exécuter des programmes pratiques de développement. L'expansion de l'économie des pays insuffisamment développés fait partie intégrante des programmes que le Gouvernement des Etats-Unis a élaborés en vue d'accroître la puissance de la moitié ne sont d'ailleurs sans emploi que depuis des peuples libres, devant la menace de subversion et d'agression qui pèse sur le monde. Les Etats-Unis ont-ils demandé quelque chose en échange ou porté atteinte aux droits et aux libertés des pays insuffisamment développés?

62. En raison du niveau élevé de leur activité économique, les Etats-Unis sont en mesure de continuer à aider le monde libre. La valeur du produit national brut des Etats-Unis est passée de 325 milliards de dollars au cours du premier semestre de 1951 à 336 milliards de dollars pour la période correspondante de 1952. L'emploi se maintient au chiffre le plus élevé que l'on ait jamais connu; le nombre des chômeurs est actuellement inférieur à 1.500.000 personnes, dont plus

quatre semaines ou moins. Loin de baisser, le niveau de vie des travailleurs s'est élevé sensiblement.

63. Certes, tout n'est pas parfait aux Etats-Unis. Entre autres choses, il faut étendre les programmes de conservation du sol, augmenter le nombre des logements, améliorer les écoles et les hôpitaux. Mais le Gouvernement des Etats-Unis a conscience de ces besoins et il s'efforce d'y répondre.

64. Les chiffres fournissent la preuve d'une vigueur économique qui durera. Lorsque les dépenses consacrées à la défense commenceront à diminuer, les ajustements nécessaires se feront et la somme des investissements privés restera sans doute élevée. La structure des salaires et le volume des avoirs liquides à la disposition des travailleurs et des agriculteurs assureront le maintien de la demande effective de biens de consommation.

65. Le Conseil économique et social et la Deuxième Commission ont été conçus pour servir de tribunes mondiales où chaque pays ait la possibilité de mieux comprendre les problèmes économiques qui se posent aux autres; mais on a parfois abusé de cette possibilité. Les représentants de l'URSS et des Etats de l'Europe orientale ont utilisé ces tribunes pour mener une guerre de propagande contre le monde libre et répandre l'idée que les Etats-Unis sont un pays de monopoles avides que seuls les bénéfices intéressent.

66. Les raisons de ces attaques ne sont que trop évidentes. Cependant, cet effort délibéré visant à détruire la confiance que le monde a placée dans les Etats-Unis et dans la liberté, que ce soit la liberté de l'homme ou la liberté de l'entreprise, est voué à l'échec, parce que ceux qui le tentent ne veulent pas reconnaître que la volonté de liberté repose sur une confiance profonde en la personne humaine et en Dieu. A la base de tout gouvernement libre, il y a le fait que chaque personne nourrit des espoirs et des désirs et possède des talents et des dispositions qui, dans un milieu libre et favorable, lui fournissent d'immenses possibilités d'épanouissement. Par liberté, il ne faut pas entendre les débordements ou le manque de discipline dans les affaires qui ont marqué une partie du XIX^{ème} siècle.

67. En ce qui concerne les monopoles, le peuple des Etats-Unis est convaincu qu'il n'est pas bon qu'une seule entreprise commerciale acquière une puissance économique prépondérante. C'est pourquoi les Etats-Unis ont une législation contre les monopoles: des enquêteurs veillent sans relâche pour déjouer toute manœuvre tendant à monopoliser une branche de l'économie. Certes, il y a beaucoup de grandes sociétés aux Etats-Unis, mais elles n'appartiennent pas à l'Etat. Dans beaucoup des plus grandes sociétés américaines, le nombre des actionnaires l'emporte sur le nombre des travailleurs. C'est le cas notamment de l'Anaconda Copper Mining Company, de la Dupont Company et de la General Electric, pour n'en citer que quelques-unes.

68. En dehors des millions d'actionnaires des grandes sociétés, il faut compter les 86 millions de titulaires de polices d'assurance dont les économies sont placées en obligations de sociétés d'une valeur de 29 milliards de dollars que détiennent les compagnies d'assurances américaines; ils ont ainsi un intérêt considérable dans les industries des Etats-Unis. Des millions d'autres ont des économies d'un montant total de 40 milliards

de dollars dans des banques d'épargne et des institutions financières. Le dernier recensement des entreprises indique qu'en 1947, 3.840.000 entreprises indépendantes ont exercé leur activité aux Etats-Unis, et que les deux tiers de ces firmes étaient la propriété de particuliers. Les sociétés de capitaux ne représentent que 10 pour 100 de ce nombre.

69. Les monopoles des Etats-Unis dont l'activité ne s'exerce que dans le domaine des services publics, des transports et des communications, font l'objet d'une réglementation. L'American Telephone and Telegraph Company, notamment, est soumise à une réglementation fédérale ainsi qu'aux règlements promulgués dans les quarante-huit Etats et dans le District of Columbia. Cette société assure chaque jour plus de 145 millions de communications téléphoniques.

70. Etant donné l'intérêt que l'URSS et les Etats qui lui sont associés prétendent porter au bien-être des travailleurs, il conviendrait d'examiner quelles sont, pour l'Américain moyen, les conséquences de la forme de co-propriété que l'on trouve aux Etats-Unis. Les gains hebdomadaires moyens des ouvriers d'usine, par exemple, sont passés de moins de 10 dollars en 1909 à 60 dollars environ en 1951. Les gains réels ont plus que doublé malgré l'augmentation des prix. De 60 heures, la durée de la semaine de travail a été réduite à 40 heures. Le revenu familial moyen s'est élevé à 4.320 dollars en 1951.

71. Cette évolution s'explique par l'accroissement continu de la productivité agricole et industrielle. Entre 1929 et 1950, l'augmentation en volume de la production de l'ensemble de l'industrie privée a été de 65 pour 100. Cet accroissement fantastique est dû non seulement aux progrès techniques mais aussi à la coopération de plus en plus étroite entre les syndicats ouvriers et la direction des entreprises. Les salaires et les bénéfices augmentant, les consommateurs peuvent acheter une plus grande quantité de marchandises à des prix modérés. Alors qu'il fallait 17 minutes de travail pour gagner une livre de pain en 1914, 6 minutes suffisaient en 1952.

72. Le succès de l'économie des Etats-Unis est dû à la fois aux progrès techniques, à l'évolution des méthodes de direction des entreprises et à l'institution des rapports sociaux propres à élever le moral de chacun. Les Américains ont su comment répartir les avantages provenant de l'accroissement de la productivité entre les travailleurs et les consommateurs, sous la forme de salaires plus élevés et de marchandises moins chères. Cette politique a contribué aussi à l'élévation du niveau de vie et à l'augmentation de l'emploi. Le partage des fruits d'une activité productrice croissante et l'application d'un système d'imposition progressive des revenus se sont traduits par une élévation et une répartition meilleure du revenu national: en 1929, 95 pour 100 de la population des Etats-Unis, comprenant toutes les personnes dont les revenus sont les plus faibles, s'étaient partagé 66 pour 100 du revenu national; en 1951, cette fraction de la population a reçu 82 pour 100 d'un revenu national beaucoup plus élevé.

73. Afin d'assurer une expansion économique continue, il a fallu autant que possible supprimer tous les éléments retardateurs. On a renforcé les syndicats ouvriers libres pour qu'ils puissent assurer aux tra-

vailleurs une part équitable des avantages tirés de l'accroissement de la productivité. Il a fallu accorder autant d'attention à la commercialisation et à la distribution qu'à la production. Il est indispensable en effet d'encourager la concurrence entre les producteurs ainsi qu'entre les distributeurs de biens pour les obliger à faire bénéficier les consommateurs des avantages d'une productivité accrue.

74. Au contraire, la doctrine politique et l'organisation sociale du système soviétique constituent une négation complète des valeurs humaines et des concepts qui sont à la base de la liberté et du progrès. Dans cette société, le citoyen est un outil aux mains de l'Etat omnipotent; il n'a pas de droits politiques. Sous le déguisement de la représentation populaire et de la démocratie occidentales, la dictature du prolétariat, en réalité, et comme l'a déclaré M. Vychinsky, ne connaît absolument aucune limite d'ordre statutaire. Toutes les décisions d'ordre politique, social, culturel et économique sont le fait de quelques dirigeants du parti communiste de l'Union soviétique. Voilà un exemple de véritable monopole.

75. Les organisations dites syndicales de l'Union soviétique ont pour fonction principale d'accroître le volume et d'améliorer la qualité de la production, dans l'intérêt de l'Etat, en abaissant les prix de revient. Les contrats collectifs et les grèves sont inconnus. Ainsi, lorsque les mineurs des charbonnages tchécoslovaques ont demandé le rétablissement de la semaine de cinq jours de travail en 1951, le Ministre de l'intérieur de la Tchécoslovaquie a répondu que ce qui était révolutionnaire sous le régime capitaliste était devenu réactionnaire et contre-révolutionnaire sous le nouveau régime.

76. Les travailleurs soviétiques ont dû accepter les conditions de travail que leur seul et unique employeur leur a imposées. C'est le gouvernement qui fixe les salaires, les prix et les heures de travail. La discipline du travail est stricte; l'abandon du lieu de travail sans l'autorisation de la direction est passible d'une peine de prison. Depuis 1938, tout travailleur est tenu d'avoir une carte de travail grâce à laquelle son employeur peut le contrôler en permanence. En résumé, la main-d'œuvre est désarmée devant l'Etat omnipotent et elle plie sous le poids d'une législation répressive. Elle est soumise à des pressions constantes en vue d'accroître le rendement. Il est donc permis de se demander si une élévation du niveau de vie a compensé le système soviétique d'enrégimentation.

77. Pour illustrer la condition du travailleur soviétique, M. Wiley compare le nombre d'heures de travail qui sont nécessaires à l'ouvrier de Moscou et à celui de certains pays libres, pour gagner de quoi se procurer des articles de première nécessité. Pour acheter une livre de pommes de terre, il faut 9 minutes de travail dans une usine de Moscou tandis qu'en Europe occidentale, il suffit de moins de 5 minutes. Le prix d'une livre de pain, évalué de la même façon, représente le salaire de 14 minutes de travail à Moscou contre 6 à 10 minutes dans les divers pays d'Europe occidentale. Il est démontré qu'en 1937, la meilleure année de la période qui a précédé la deuxième guerre mondiale, la consommation par habitant en Union des Républiques socialistes soviétiques était aussi peu élevée qu'en 1928, et ne dépassait probablement guère le niveau de 1913, der-

nière année de paix de la Russie des tsars; depuis, ce niveau s'est peu élevé. Aux Etats-Unis, la répartition des revenus s'est sensiblement égalisée au cours des vingt dernières années, mais dans l'Union soviétique, des inégalités de revenu croissantes se sont fait jour et une nouvelle échelle des classes sociales est apparue: la classe supérieure, composée de dirigeants du parti, de hauts fonctionnaires du gouvernement, de directeurs de grandes entreprises et d'intellectuels célèbres bénéficie de taux d'imposition peu élevés et peut donner à ses enfants une éducation coûteuse et leur léguer des fortunes considérables.

78. Il est inexact, par ailleurs, que les Etats-Unis aient essayé de faire obstacle aux échanges de biens destinés à des usages pacifiques entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest; mais les Etats-Unis ne peuvent tolérer l'envoi de marchandises d'intérêt stratégique à destination des pays du bloc soviétique, pour alimenter la machine de guerre communiste. Récemment, non seulement les représentants du bloc soviétique ont parlé de l'iniquité des mesures de contrôle prises par les Etats-Unis pour des raisons de sécurité, mais ils ont souligné la nécessité d'étendre les échanges internationaux. Or, l'histoire de leur politique commerciale montre toute l'hypocrisie de ces appels au développement des échanges entre les pays du bloc soviétique et le monde libre. Lorsqu'après la guerre a été créée la zone d'influence soviétique, Moscou a imposé une politique d'autarcie qui a sonné le glas du commerce international. La politique soviétique a été conçue spécialement pour orienter presque exclusivement vers l'Union soviétique le commerce de ses satellites d'Europe orientale et de la Chine communiste. L'Union soviétique n'importe du monde libre que les marchandises indispensables à la reconstruction de son industrie et à son réarmement. M. Wiley cite, à ce propos, des instructions secrètes du Gouvernement de la Tchécoslovaquie, datant de 1950, pour montrer jusqu'à quel point cette politique est poussée.

79. L'Union soviétique a constamment refusé de participer aux programmes de coopération internationale, en s'acharnant à les discréditer, et les pratiques commerciales de l'Union soviétique ont leur pendant dans l'attitude de ses représentants auprès des organisations internationales. On a beaucoup parlé du désir des pays du bloc soviétique de traiter avec les milieux d'affaires étrangers, mais en réalité, pour ce qui est par exemple de la Tchécoslovaquie, il est virtuellement impossible aux sociétés américaines d'y faire des affaires. Dans la vie commerciale comme dans les affaires politiques ou les questions militaires, la doctrine et la pratique soviétiques montrent que les récentes déclarations en faveur de la coopération internationale ne sont que propagande hypocrite. Les Etats-Unis seraient heureux de voir le bloc soviétique donner des preuves de sincérité en ce qui concerne le développement du commerce mondial mais ils ne peuvent accepter que cette expansion se fasse aux dépens de leur propre sécurité nationale ou de celle des autres nations libres. En outre, le bloc soviétique ne peut s'attendre à ce que l'on accepte sa propagande lorsqu'elle est accompagnée de l'agression et d'une activité subversive généralisée.

80. Au cours de la 241ème séance, le représentant de la Pologne a accusé les Etats-Unis d'entraver la

coopération économique internationale, mais c'est là une étrange accusation de la part d'un pays qui a refusé d'adhérer à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, de la part d'un pays qui s'est retiré de plusieurs institutions spécialisées sans avoir versé sa contribution et qui a la réputation bien établie de faire obstacle à la coopération économique internationale au sein des Nations Unies. Le bloc soviétique n'a pas participé au financement des secours aux réfugiés de Palestine ou de Corée, mais il a exploité leurs souffrances à des fins politiques. Les passages du dernier rapport de la Commission économique pour l'Europe que le représentant de la Pologne a cités ont été choisis pour donner une image déformée de la situation: en fait, dans un certain nombre de pays d'Europe occidentale, la consommation a atteint en 1952 un niveau beaucoup plus élevé qu'en 1949. Le rapport indiquait également qu'en Pologne et en Tchécoslovaquie le niveau des salaires réels avait baissé.

81. Un des arguments constamment avancés par les pays du bloc soviétique est que les monopoles capitalistes américains veulent la guerre et qu'ils ont imposé au monde la course aux armements; la vérité est que, pour le commerce américain, la guerre se traduirait par des mesures de réglementation des prix et des salaires, par la pénurie de matières premières, par un surcroît d'impôt, par la crainte de voir des concurrents gagner les marchés américains du temps de paix, et par nombre d'autres difficultés.

82. Pour ce qui est de la fausse accusation selon laquelle l'Amérique tire d'énormes bénéfices de son effort de défense nationale, M. Wiley indique que les bénéfices sont imposés, et que, depuis le déclenchement de la guerre de Corée, les impôts directs sur les revenus des particuliers et des sociétés, ainsi que les

impôts indirects, ont été considérablement majorés, et l'impôt sur les excédents de bénéfice a été rétabli. Les gains des entreprises américaines après imposition ont été pour les neuf premiers mois de 1951, inférieurs de 9 pour 100 à ce qu'ils étaient en 1950, et la tendance s'est légèrement accentuée entre 1951 et 1952. De plus, on a constaté une baisse des bénéfices des industries sidérurgiques, pétrolières et chimiques, toutes liées au programme de défense.

83. Toutefois, les intentions véritables d'un gouvernement ressortent des mesures qu'il prend en faveur de la guerre ou de la paix. Dans ce domaine, les débats aux Nations Unies ont nettement établi que c'est le bloc soviétique qui fait obstruction aux efforts déployés en vue de résoudre le problème coréen. Le Gouvernement de Etats-Unis a montré à maintes reprises son désir de voir s'établir une paix durable et une prospérité générale, mais il ne peut accepter la paix aux conditions imposées par l'Union soviétique, c'est-à-dire une paix reposant sur la domination soviétique. Il espère qu'un jour tous les Membres des Nations Unies se mettront d'accord sur un plan de désarmement universel, et quand viendra ce jour, les Etats-Unis seront heureux de se joindre aux autres Etats Membres pour accroître leur contribution à un vaste programme de développement économique. Le Gouvernement des Etats-Unis espère que tous les pays épris de liberté pourront alors s'unir afin d'exploiter de façon constructive les ressources matérielles et les moyens techniques que l'obstruction d'un petit groupe d'Etats les empêche pour le moment de consacrer à des fins meilleures que le réarmement. Plus tôt le monde sera libéré de la crainte de l'agression, plus tôt les Etats-Unis seront à même d'apporter leur contribution au développement.

La séance est levée à 19 h. 15.

